

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Convention

Le Praesidium de la Convention vient de rendre publique sa proposition de nouvelle rédaction de l'article 16 des traités CE pour le projet de traité constitutionnel (article III-3) :

"Sans préjudice des [articles III-52, III-53 et III-131 (ex-73, 86, 87)], et eu égard à la place qu'occupent les services d'intérêt économique général en tant que services auxquels tous dans l'Union attribuent une valeur, ainsi qu'au rôle qu'ils jouent dans la promotion de sa cohésion sociale et territoriale, l'Union et ses Etats membres, chacun dans les limites de leurs compétences respectives et dans les limites du champ d'application de la Constitution, veillent à ce que ces services fonctionnent sur la base de principes et dans des conditions, notamment économiques et financières, qui leur permettent d'accomplir leurs missions. La loi européenne définit ces principes et conditions."

Le CELSIG reviendra sur le contenu de cette proposition dans son prochain numéro.

Services postaux

♦ Un conflit a opposé, le 15 mai dernier, la Commission européenne à certains parlementaires européens sur la question des services postaux. Les parlementaires ont accusé la Commission d'avoir fait inscrire, subrepticement, à son programme de travail 2003 un projet de directive fondé sur l'article 86.3 du traité CE, ce qui lui aurait permis de s'affranchir de la procédure de co-décision utilisée pour les précédentes directives postales (1997 et 2002). Le projet de la Commission visait à séparer juridiquement les activités commerciales et celles de service public des opérateurs postaux.

Deux députés du PSE, Gilles Savary (France), et Brian Simpson (Royaume-Uni) ont déposé une question orale à la Commission européenne. Des députés d'autres groupes politiques (PPE et Verts) ont également vivement critiqué le projet de directive. En séance publique, la Commission a retiré son texte et déclaré vouloir attendre les résultats de la consultation sur le Livre vert sur les services d'intérêt "pour réévaluer [notre] projet sur la transparence des services postaux". Au cours de la séance, G. Savary a menacé la Commission d'un recours devant la Cour de justice si elle "était à nouveau tentée de s'affranchir de la démocratie parlementaire".

♦ La Commission européenne a autorisé l'opérateur historique allemand Deutsche Post AG (DPAG), à prendre le contrôle exclusif de Securicor Omega Holdings Lmt (SOH). SOH distribue du courrier et des colis express et standards au Royaume-Uni et en Irlande, elle est aussi présente dans les services de fret, d'acheminement de fret et de logistique. La Commission a retenu que la part de marché cumulé de DPAG au Royaume-Uni et en Irlande restera inférieure à 10% et que malgré sa part élevée sur le marché de la distribution expresse internationale au Royaume-Uni, DPAG continuera à faire face à des rivaux importants. .../..

Convention

The Convention Praesidium has published its proposal for a new wording of article 16 of the EC treaties for the constitutional draft Treaty (article III-3).

"Without prejudice to [Articles III-52, III-53 and III-131 (ex 73, 86 and 87)], and given the place occupied by services of general economic interest as services to which everyone in the Union attributes some value as well as their role in promoting social and territorial cohesion, the Union and Member States, each side within its respective powers and within the scope of the application of the Constitution, shall ensure that such services operate on the basis of principles and conditions, in particular economic and financial, which enable them to fulfil their missions. The European law lays out these principles and conditions."

CELSIG will comment on the content of this proposal in its next bulletin.

Postal services

On 15th May, a difference on the issue of postal services, brought into conflict the European Commission with some European parliamentarians. The parliamentarians accused the Commission of surreptitiously introducing in its 2003 working programme, a draft directive based on article 86.3 of the EC Treaty, which would have allowed it to free itself from the co-decision procedure applied in previous postal directives (1997 and 2000). The Commission's draft was aiming at making a legal separation between commercial activities and activities involving public services of postal operators.

Two parliamentarians from the PSE, Gilles Savary (France) and Brian Simpson (United Kingdom) have submitted an oral question to the European Commission. Parliamentarians from other political groups (PPE and Verts) have equally strongly criticised the draft directive. In an open session, the Commission withdrew its text and announced that it intends to wait for the results of the consultation on the Green Paper on services of interest "in order to reassess [our] draft on the transparency of postal services". During the session, G. Savary threatened to take the Commission before the Court of Justice should it "once again be tempted to do away with the parliamentary democracy".

The European Commission has authorised the historical German operator Deutsche Post A. G. (DPAG) to exclusively take over the control of Securicor Omega Holdings Lmt. (SOH). SOH distributes letters as well as express and ordinary parcels in the United Kingdom and in Ireland, it is also present in services of freight, shipment and logistics. The Commission observed that accumulated share of the market held by DPAG in the United Kingdom and in Ireland will remain below 10% and despite its high share in the market of international express distribution in the United Kingdom, DPAG will continue to confront strong rivals. .../..

Télécommunications

Afin d'aider les collectivités territoriales qui souhaitent bénéficier de co-financements sur des projets de communications électroniques, la Commission se prépare à produire des "Lignes directrices sur les critères et modalités de mise en œuvre des fonds structurels dans le secteur des communications électroniques".

Aux termes de son document de travail, pour être éligibles, les projets devront être liés aux objectifs de développement économique régional et national, les investissements devront, en principe, être ciblés sur les régions négligées par le marché, les projets ne devront pas favoriser une technologie particulière, les infrastructures et équipements devront être ouverts à tous les opérateurs et fournisseurs de services. Toutefois, dans le cas d'une infrastructure qui serait réservée à un utilisateur particulier, "le financement d'installations et d'équipements [...] peut constituer une aide d'Etat quand l'utilisateur est une entreprise. Dans certains cas, de tels financements peuvent ne pas constituer des aides d'Etat quand ils sont nécessaires pour permettre la fourniture d'un SIEG [service d'intérêt économique général]. Quand ils constituent une aide d'Etat, celle-ci doit être compatible avec les règles régissant les aides aux petites et moyennes entreprises, les aides régionales ou "de minimis". La fourniture du service doit respecter les principes de transparence, non discrimination, proportionnalité et de moindre distorsion du marché. Si le service n'est pas attribué à la suite d'une procédure ouverte, transparente et non discriminatoire, l'opérateur a l'obligation de tenir un système comptable séparé pour le service en question, ce qui permettra d'établir le montant de la compensation ou des tarifs applicables pour l'utilisation du service et de procéder à des révisions annuelles."

La Commission a ouvert une consultation sur son projet à destination des autorités régionales et locales, du 19 juin au 2 juillet 2003, sur la base d'un texte en une seule version linguistique.

Une consultation de quinze jours, sur un document dont on ne peut avoir connaissance qu'en consultant le site web des institutions européennes, et n'existant qu'en version anglaise, ne semble pas être la meilleure façon d'associer les collectivités régionales et locales à la définition de "Lignes directrices", particulièrement celles qui le plus susceptibles d'avoir besoin de l'apport de fonds structurels.

Le texte peut être consulté sur :

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/consultation/index_fr.htm

Paiements bancaires transfrontaliers

Depuis le 1^{er} juillet 2003, les virements bancaires transfrontaliers en euros, d'un montant inférieur à 12 500 euros, sont traités comme les virements nationaux.

C'est la conséquence de l'entrée en vigueur du règlement communautaire de 2001 sur les paiements transfrontaliers qui est déjà appliqué aux paiements par cartes bancaires et les retraits aux distributeurs automatiques de billet depuis juillet 2002.

Telecommunications

In order to help territorial authorities wishing to benefit from joint funding in electronic communications projects, the Commission is preparing "Guidelines on criteria and methods of implementation of structural funds in electronic communication sectors".

According to this working document, in order for the projects to become acceptable, they must be linked to regional and national objectives of economic development, investments should, in principle, target regions neglected by the market, the projects should not favour one particular technology only, infrastructure and equipment should be accessible to all operators and service providers. However, in case of reserved infrastructure dedicated to a specific final user "funding of installations and equipment [...] may constitute State aid whenever such user happens to be an undertaking. In certain particular cases, however, such funding may not constitute State aid when it proves to be necessary for the provision of a SGEI [Service of General Economic Interest]. When it constitutes State aid, it should be compatible with the rules governing aid to small and medium size enterprises, regional aid or 'de minimis'. The provision of such service must be in line with the principles of transparency, non-discrimination, proportionality and of least market distortion. If the service is not awarded according to a procedure which is open, transparent and non-discriminatory, the operator is under the obligation to keep a separate accounting system for the service in question, which would allow to work out the amount of public compensation or of applicable charges from the use of the service and which will be subjected to annual revisions"

The Commission has launched a consultation on its draft, amongst local and regional authorities, conducted from 19th June to 2nd July 2003, on the basis of a text which is written in only one language.

A consultation conducted over a period of only two weeks, based on a document which is available only at web sites of European Institutions and which exists only in the English language, does not represent the best way to involve local and regional authorities in the setting up of "Guidelines", in particular those which are most likely to call for the contribution of structural funds.

The text is available at:

http://europa.eu.int/comm/regional_policy/consultation/index_en.htm

Cross-border bank transactions

Starting from the 1st July 2003, cross-border bank transfers in euros for amounts below 12,500 euros will be treated in the same way as national transfers.

This is the outcome of the implementation of the Community regulation of 2001 on cross-border transactions, which is already being applied on transactions made by credit cards as well as on withdrawals from cash dispensers, since July 2002.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> www.celsig.org Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et and Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.